



PROJET DE SOCIETE MLN-BF POUR LES BURKINABES

I MON PORTRAIT

Native de Toma, dans le Nayala, j'ai une solide expérience dans le militantisme politique. Même si je n'ai jamais occupé des postes de responsabilité, j'ai toujours été active dans le mouvement étudiant, et avec les femmes du Mouvement de Libération National (MLN), ensuite de l'Union Progressiste Voltaïque (UPV), du Front Progressiste Voltaïque (FPV), nous battions ensemble la campagne lors des élections.

Après l'école primaire à Toma, titulaire d'une bourse de l'Etat, je suis inscrite au collège de Jeunes Filles de Tounouma, (puis je passe un an à Nasso) et j'obtiens le Brevet d'études, avant de migrer à Ouagadougou pour le lycée Notre dame de Kologh-Naba.

Admise au baccalauréat Série A4, je m'inscris en Droit à l'Université du Bénin à Lomé (Togo), ouverte dans l'urgence pour accueillir les étudiants qui avaient été expulsés de l'université d'Abidjan en 1970 à la suite d'une grève attribuée aux étudiants d'extrême gauche, agents du communisme en terre ivoirienne.

Il manquait de structures pédagogiques et d'accueil à Lomé, aussi, à la fin de la première année, je suis partie continuer à Poitiers, en France où j'ai obtenu une maîtrise en Droit Privé option Droit des Affaires. Je n'avais aucune idée fixe sur le métier que je souhaitais exercer quand un ami togolais m'apporta une coupure de presse présentant l'expertise-comptable comme un métier d'avenir. Quand j'ai lu l'article, j'ai compris tout de suite que c'est exactement ce que je voulais faire (et je suis maintenant à la tête d'un cabinet d'une vingtaine de salariés à Ouaga, avec des représentations à Bamako et à la Verrière, dans les Yvelines en Région parisienne).

Je m'inscris alors en comptabilité à Orléans, y décroche le diplôme et rentre au pays en 1976.

Je commence à travailler dans un Bureau d'Etudes et à la Banque Nationale de Développement (BND) tout en suivant des cours par correspondance, mon ambition étant d'obtenir le titre d'Expert-Comptable. En 1981, je valide mon année, mais il me faut faire un stage obligatoire de trois ans, avant de décrocher le parchemin. Par chance, un Expert-Comptable en France est disposé à me recevoir pour un an, les deux années de stage restantes pouvant être effectuées en Haute Volta aujourd'hui Burkina.

Mais, mes supérieurs et certains de mes collègues ne voient pas d'un bon œil mon projet. Souvenirs amères : Le directeur administratif et financier a donné un avis favorable, de même que la direction générale. Mieux, mes supérieurs avaient même promis de créer un poste de contrôleur de gestion que j'occuperai à mon retour. Malheureusement, il y a eu un changement de direction avec l'arrivée de Monsieur Talata Dominique Kafando. Mes collègues lui ont indiqué que j'ai manipulé son prédécesseur et qu'ils ne sont pas d'accord que je parte en stage. Ils l'ont convaincu et il m'a appelée pour me dire qu'il n'allait pas signer les documents. Je lui ai expliqué que la BND n'a rien à déboursier, mais il a refusé. J'ai alors demandé une mise en disponibilité d'un an, m'engageant à revenir, ce qu'il a également refusé, en disant que ce n'est pas prévu dans les statuts de la banque. Avec la volonté qui caractérise une « Samo », je ne renonce pas à réaliser mon projet.

C'est alors que l'on me signifie clairement que je serai considérée comme démissionnaire, une menace que la direction n'a pas tardé à mettre à exécution en m'envoyant une lettre récapitulative de mes droits et un certificat de travail, pas assez pour me dissuader! J'avais déjà vendu ma voiture et les biens de la famille et je débarque le 8 janvier 1982 à Vannes, dans le Morbihan (Ouest de la France) à un jour près de la clôture des inscriptions.

Je suis alors partie pour exécuter mon stage, et au lieu d'une année, je suis restée trois ans parce que, à l'époque, quand on était résident à l'étranger, on devait faire un an en France et deux ans dans son pays d'origine.

Mais comme j'étais maintenant en France, qu'on m'avait licenciée, que je n'avais plus d'emploi, j'ai profité faire venir mes enfants. A la fin du stage et le diplôme obtenu (je suis Expert-Comptable Diplômée, Maître en Droit des Affaires), je ne pouvais toutefois pas m'inscrire à l'Ordre des Experts-Comptables, le métier étant réservé aux nationaux français.

Pour les étrangers, il fallait une autorisation du Ministre français du Budget, une enquête de moralité et le tout pouvant prendre trois ans avant d'avoir une réponse.

En attendant, je travaille comme salariée et en 1991, je rentre ouvrir un cabinet au Burkina, une aventure qui a failli mal tourner. La clientèle se fait rare et certains ne sont pas loin de penser que je ne suis que la vitrine (comme si je n'étais qu'un prête-nom), les vrais patrons du cabinet étant tapis dans l'ombre.

Découragée, je pense à tout arrêter, déclarer la faillite quand par miracle, un cabinet international à la recherche d'un partenaire au Burkina, et qui avait entendu parler de moi, appelle au bureau et demande à parler à Mme Sawadogo, mon nom d'épouse à l'époque. Une

opportunité que j'ai bien saisie et qui m'a décidée à rester au Burkina, même après que j'aie obtenu en 1994 l'autorisation d'exercer en France.

Plus tard, j'ouvrirai un bureau en France, puis à Bamako en 2010 et depuis lors, je fais en permanence, le triangle Ouaga-Paris-Bamako.

Les affaires marchent normalement et j'ai des collaborateurs qui sont compétents, ce qui me laisse le temps de m'occuper par moment de mes petits-enfants et me consacrer à l'activité politique en prêchant la bonne parole du socialisme, mais aussi à l'activité agricole une autre de mes passions.

Je suis militante du PDP/PS et l'ai toujours été depuis le MLN, cela même si, durant la révolution, le Front Progressiste Voltaïque (FPV), [l'ancêtre du PDP/PS], était dans la clandestinité et ses cadres brimés. Le Professeur Joseph Ki Zerbo était réfugié à Dakar.

Je n'ai pas vécu la période révolutionnaire, mais je suis restée fidèle au Parti.

Le MLN est une formation politique créée, le 25 Août 1958 à Dakar au Sénégal par un groupe de cadres et d'étudiants adhérant au **socialisme et au panafricanisme**.

Ce mouvement est transformé en partis politiques dans les pays d'Afrique. Le Professeur Joseph KI ZERBO dirigea celui du Burkina Faso.

Bientôt, les Burkinabè iront aux urnes pour élire le président du Faso et les 127 députés qui composent l'assemblée nationale. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, les Burkinabè se sont régulièrement rendus aux urnes pour élire leurs représentants. Mais le rendez-vous de 2015 est une première parce que les citoyens devront élire le même jour, dans le même bureau de vote, le président de la république et les députés.

Ces élections sont aussi organisées dans un contexte politique particulier, un an après l'insurrection populaire qui a provoqué la chute du régime de Blaise Compaoré en octobre 2014 et la mise en place d'un gouvernement de Transition.

Sous la bannière du PDP/PS, la candidate du Mouvement de libération nationale (MLN) que je suis et ses camarades ont pris part activement aux manifestations et actions contre le projet de révision de l'article 37 de la constitution et revendiquent leur part dans la victoire du peuple sur la volonté de l'ancien régime de tripatouiller la constitution. Désormais, l'alternance démocratique est possible dans notre pays.

Mais l'aspiration de notre peuple va au-delà de la simple alternance, c'est-à-dire, le remplacement d'une équipe par une autre. Ce que veulent les insurgés des 30 et 31 octobre 2014, c'est un changement radical du mode de gouvernance, de la gestion de la chose publique et du sens de responsabilité des dirigeants. C'est l'avènement d'une société régie par la promotion de la vertu, des dirigeants intègres, compétents et totalement dévoués à la cause du peuple.

Pour le MLN-BF, l'échéance de ces élections est un rendez-vous crucial parce que le mouvement est né quelques semaines avant, conséquence d'une divergence fondamentale avec une partie des militants du PDP/PS.

Ce regroupement incarne la majorité qui souhaite une candidate à l'élection présidentielle qu'il avait investie le 28 juin 2015 lors d'un Congrès Extraordinaire, face à une minorité qui est pour la fusion avec un autre parti et qui soutient ce parti nonobstant une candidature interne du Parti.

Françoise Toé est une candidate indépendante portée par le Mouvement de Libération National Burkina Faso (MLN-BF) un Regroupement créé à la faveur du nouveau code électoral et qui est au sein du Parti pour la Démocratie et le Progrès Parti Socialiste (PDP/PS) du Professeur Joseph Ki Zerbo.

Notre choix pour cette dénomination est guidé par l'actualité au Burkina Faso qui a connu une nouvelle **libération** (MLN) par l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et par cette formidable résistance du peuple burkinabé lors du putsch manqué des 16 et 17 septembre 2015, mais aussi par un souci de pragmatisme dans notre fonctionnement interne.

Aussi, pour réussir cette mission, nous sommes-nous dotés d'un outil qui constitue une feuille de route. Il s'agit de notre Projet de société, l'étoile polaire de notre Regroupement.

Ainsi, Françoise Toé reste une militante socialiste, fière de l'héritage que lui a légué le premier mouvement progressiste au Burkina depuis les luttes pour l'indépendance jusqu'au retour à une vie constitutionnelle normale en passant par les régimes d'exception.

La particularité de ma candidature est que je suis une femme politique, pas une politicienne professionnelle. Même si je n'étais pas au-devant de la scène, je suis dans le combat politique depuis très longtemps aux côtés du professeur Joseph Ki-Zerbo et de certains de ses Compagnons de lutte. J'ai participé à toutes les manifestations contre la révision de l'article 37.

J'ai des convictions et une expérience professionnelle qui font que je suis au courant des problèmes auxquels les Burkinabè sont confrontés au quotidien, en particulier les jeunes et les femmes. Je ne tiens pas de discours démagogique du genre, « avec moi, tout va se régler » ; non ; mais je mettrai en place une politique de soutien à l'initiative privée et au secteur non structuré.

Contrairement à certains qui ont été ses ministres, ses cadres et qui ont honte de leur passé, je n'ai jamais été proche de l'ancien régime ; le parti dont je me réclame l'a combattu sans relâche.

II NOTRE PROJET DE SOCIETE

Le projet de société que nous proposons n'est ni une formulation théorique abstraite et idéologique, ni un catéchisme à réciter, ni une simple plate-forme électorale, mais pourrait constituer des pistes de réflexion pour un programme de gouvernement. Il ne s'agit pas d'un engagement à court terme à caractère tactique, technique, gestionnaire, ni électoraliste.

Ce n'est pas un appât politique destiné à masquer l'horizon pour les militants et les électeurs.

Ce n'est même pas une carte d'identité portée dans la poche comme preuve juridique ou administrative.

Notre projet de société est une autoproduction collective qui renvoie au long terme, à des options fondamentales qui sont des raisons de vivre, qui peuvent animer un militant durant toute une vie et qui vise à construire un monde meilleur et non à reproduire par clonage le statu quo.

Ce projet intègre également le terme « lutte » qui montre que le projet de société n'est constitué véritablement que par le combat permanent pour concrétiser des engagements et des options qui sans cela seront désincarnés.

En un mot, nous prenons comme engagement de joindre les actes aux paroles pour mériter la confiance que les burkinabés voudront nous témoigner en adhérant massivement à ce projet de société par leur vote aux prochaines élections couplées législatives et présidentielle mais aussi à l'occasion des élections municipales en 2016.

Nous avons comme ambition de réaliser une transformation sociale en vue de forger un autre monde dont le logiciel sera constitué par les idées matrices du projet. Changer la vie en changeant structurellement la société, tel est l'objectif.

Ce projet de société est donc fondamentalement optimiste parce que progressiste. Cela implique que le militant se connaît lui-même et connaît la société dans laquelle il vit. Cela implique aussi une relation dialectique permanente entre la théorie et la pratique, entre le conjoncturel et le structurel, entre l'individuel égocentrique et le collectif.

Les exigences du projet partent donc de l'état des lieux et du statu quo. Or que voyons-nous ? Que constatons-nous à cet égard dans le champ politique au Burkina Faso en général et en particulier quant à la situation de la femme, sans oublier les jeunes ?

AU BURKINA FASO, RIEN D'ESSENTIEL N'A CHANGE DEPUIS LES INDEPENDANCES

En Afrique et en particulier au Burkina Faso, une observation attentive de l'état des lieux montre que de l'époque coloniale à nos jours, rien n'a changé dans l'essentiel de la réalité. L'Afrique continue de traîner des boulets historiques :

- la persistance de l'exportation des produits bruts (coton, cacao, bétail, produits maraîchers...) et l'impact de l'OMC sur les marchés africains montrent la survivance du pacte colonial ;
- les langues et la culture africaines restent étrangères à l'éducation des acteurs de développement africains ;

Au plan social, tout comme dans les années 1970, au Burkina Faso, les populations sont restées rurales à 80%, dépourvues de couverture sanitaire et sociale, victimes de la pauvreté et du chômage.

Au plan économique, le pays connaît la grande dépendance surtout alimentaire depuis son accession à l'indépendance ; une économie rurale dominée par la production vivrière liée à des conditions difficiles d'accès à la terre.

Il évolue dans un sous-système du système néo-libéral auquel il est soumis par les conditionnalités des institutions de Bretton Woods.

Au plan de la gouvernance, la mauvaise qualité du processus démocratique est préoccupante, absence de politique véritable de l'emploi et de la lutte contre la pauvreté, non prise en compte des groupes spécifiques (femmes, jeunes, etc.).

IL FAUT RENVERSER LA VAPEUR

L'essentiel n'a pas changé depuis des décennies. Notre pays piétine à l'avant dernière place dans la caravane des pays du monde malgré les aides humanitaires de survie, malgré les exploits du peuple travailleur, malgré la créativité de nombreux cadres.

L'essentiel doit changer pour que les populations burkinabé et africaines puissent avoir accès au minimum social auquel elles ont droit. Il faut renverser la vapeur de « l'essentiel n'a pas changé » à « l'essentiel doit changer ».

En particulier, si la paupérisation s'aggrave, cela implique que 46% de la population qui est en dessous du seuil de pauvreté (document SCADD) sombre encore plus dans des conditions inhumaines. Cela impose à un mouvement socialiste comme le MLN, un devoir plus exigeant encore pour s'enrôler dans la tâche politique incontournable de transformation sociale qui n'est autre que la définition et l'exécution rigoureuse du projet de société.

DES SYMPTOMES DE LA PAUVRETE AU BURKINA FASO :

A ce sujet, rappelons que le MLN considère le secteur social comme la matrice du mal burkinabè. La paupérisation constitue le mal central du pays mais en tant que partie intégrante du système d'ensemble, avec des liens organiques la rattachant aux sous-systèmes politiques et économiques.

La carte de visite ou d'identité du Burkina Faso est simple : pauvre parmi les pauvres.

A peu près un Burkinabé sur deux est pauvre et un sur trois est dans la misère. Si l'on prend en compte les principaux paramètres de la pauvreté (l'espérance de vie, l'analphabétisme, le niveau des revenus), les symptômes de la pauvreté frappent tout observateur attentif :

- des femmes sortent en pleurant des pharmacies parce qu'incapables d'acheter les remèdes inscrits sur l'ordonnance pour leur enfant... La majorité de la population se replie vers la pharmacopée africaine qui demeure pourtant en friche ou pire, vers les « pharmacies trottoir » ;
- après 55 ans d'indépendance, 70% d'analphabètes avec un désavantage flagrant pour **les filles** et pour certaines régions du pays;
- le désengagement précipité de l'Etat qui a désorganisé l'appareil productif ;
- **l'école burkinabé demeure une poudrière sociale, un contre sens culturel.** Elle ne reproduit pas notre société ;
- les crises alimentaires résultent en partie de la priorité accordée aux cultures de rente, d'où les disettes et famines chroniques ;
- la crise de l'emploi, avec les licenciements massifs, le chômage structurel, l'absence de vrai dialogue social ;
- la crise sécuritaire avec la multiplication des attaques à main armée, les braquages des coupeurs de routes, les crimes crapuleux et mystérieux, etc. ;
- **la crise du logement** aggravée par le désengagement de ce secteur miné par les opérations spéculatives au profit des autorités ou des promoteurs immobiliers nationaux et internationaux (projet Zaca) ;
- **la crise éthique** dominée par la gangrène de la corruption.

La situation structurellement bloquée et verrouillée par l'impunité est vouée à la gestion de la pauvreté.

Pour cela nous nous proposons de décliner l'essentiel de notre Projet de société aux plan de :

- l'éducation,
- l'économie (la sécurité alimentaire à laquelle nous préférons l'expression de l'autosuffisance alimentaire, la santé, la culture...),
- la cause de la femme et de l'enfant.

PREMIERE PARTIE : L'EDUCATION PAR TOUS ET POUR TOUS ET LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1- L'ECOLE ACTUELLE, ECOLE ETRANGERE !!

Malgré tous les efforts successifs des différents régimes politiques, le Burkina Faso n'a pas su adapter son école, du jardin d'enfants à l'université, aux besoins et aux aspirations du pays et de notre Société.

Quelques essais de réajustements ont pourtant été faits pour répondre aux exigences de qualité qui devraient accompagner le développement quantitatif.

Les résultats, de ces quinze dernières années de longue période de tâtonnement à des fins de réajustement, sont à mettre au passif de la IVème République.

En effet, réajuster n'est pas transformer, or l'éducation burkinabé a besoin d'être totalement transformée.

Le système actuel présente encore de carences importantes que je ne peux pas développer ici mais qui sont dans notre projet.

2 LE REMEDE DU MLN-BF POUR UNE REFONDATION DE L'EDUCATION BURKINABE

La refondation du système éducatif burkinabé s'entend par une régénération et une revitalisation de celui-ci dans toutes ses composantes essentielles : les valeurs, les finalités, les contenus, les méthodes et les structures.

2.1 Les valeurs motrices

Il n'y a pas de vie sociale sans valeurs sous-jacentes, généralement inculquées par l'éducation au sens large du terme. Les valeurs qui s'imposent le plus, dans la phase actuelle du processus africain, sont les suivantes :

- en premier lieu vient **l'homme lui-même**, la valeur des valeurs, celle qui donne un sens à toutes les autres ;
- la **solidarité**, trait fondamental de la socio-culture africaine, qui résiste aux influences extérieures. L'homme naît « nous » et pas seulement « moi » ;
- la **responsabilité** : chacun doit rendre compte devant la communauté, car les tâches sont

strictement réparties. La vertu de responsabilité doit demeurer l'une des pierres fondatrices de l'édifice africain ; c'est un principe de la société précoloniale qui souffre terriblement des comportements d'un individualisme sauvage, lors qu'il n'est pas régulé par un état de droit. La vertu de la responsabilité doit demeurer l'une des pierres fondatrices de l'édifice africain et de notre nation.

- la **créativité** : c'est une éducation nouvelle bien enracinée qui peut rendre le sens d'une confiance en soi, productrice d'imagination ;
- l'**initiation permanente** : « L'être ne naît pas tout fait ». C'est pourquoi l'espace de l'éducation, c'est l'espace spécifique de l'homme ; un espace aux étapes sans fin. Il n'y a pas de vraie éducation pour tous si elle n'est pas permanente. Par initiation permanente, il faut comprendre aussi formation continue pour ceux qui exercent un métier sur le tas, perfectionnement surtout pour ceux qui sont dans des secteurs soumis à des changements technologiques rapides.

Ces valeurs sont inclusives des valeurs universellement reconnues qui fondent l'art de vivre ensemble.

L'éducation refondée doit relever plusieurs défis dont les plus importants sont la démocratisation et la pertinence.

2 2 Les finalités

Les finalités de l'éducation sont inséparables des finalités du développement de la société.

2 3 Les Contenus d'enseignement

Les contenus de l'enseignement seront régénérés à partir des trois propositions suivantes :

- promouvoir et généraliser l'utilisation des langues nationales comme langues de l'enseignement ;
- renforcer et généraliser l'enseignement des sciences et de la technologie ainsi que celui des NTIC ;
- établir et généraliser des liens étroits entre l'éducation et la vie active, l'éducation et le monde du travail : le **fait d'apprendre et le fait de produire**.

2.4 Les méthodes

La refondation procèdera par deux approches :

- les méthodes d'enseignement seront centrés sur l'apprenant ;
- la participation sera stimulée.

2.5 Les structures

La régénération des contenus et des méthodes amènera les structures à se modifier progressivement dans le sens du :

- développement d'un cycle d'éducation de base unifié favorisant l'interpénétration entre l'éducation formelle (enseignement primaire) et l'éducation non formelle (alphabétisation/formation des jeunes et des adultes) et éducation informelle (diffusion de savoirs et de compétences à travers les médias traditionnels et modernes) ;
- création d'un cycle d'enseignement secondaire largement professionnalisé orienté vers les métiers ;
- renforcement du cycle d'enseignement supérieur pour la spécialisation et la recherche dont les thèmes reflètent les préoccupations des différentes couches sociales et socio – professionnelles de notre pays ; la recherche fondamentale et la recherche / développement étant conduites à partir de thèmes précis, en concertation avec d'autres structures étrangères spécialisées.

2.6 Les objectifs

Il s'impose au Burkina Faso, comme au reste du monde, des objectifs de l'éducatif pour tous adoptés au « Forum Mondial sur l'éducation pour tous », tenu en avril 2000 à Dakar. Ces objectifs, qui tiennent compte aussi des objectifs du Millénaire, sont :

- développer et améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance, et notamment les enfants les plus vulnérables et défavorisés ;
- faire en sorte que d'ici à 2020, tous les enfants, en particulier les filles et les enfants en difficulté aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit, de qualité et de le suivre jusqu'à son terme ;
- répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et de tous les adultes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante ;
- améliorer de 50% le niveau d'alphabétisation des adultes, notamment des femmes, d'ici à 2025 et assurer à tous les adultes un accès équitable aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente ;
- éliminer les disparités de sexe dans l'enseignement primaire et secondaire en 2020 et instaurer l'égalité dans ce domaine, en veillant notamment à assurer aux filles un accès équitable et sans restriction, à une éducation de base de qualité avec les mêmes chances de réussite ;
- améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation dans un souci d'excellence, de façon à obtenir pour tous, des résultats reconnus et quantifiables ; notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture, le calcul et les compétences indispensables dans la vie courante

Ces objectifs induisent des actions vigoureuses de développement des niveaux en aval de l'éducation primaire : L'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur.

3 LA VALORISATION DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

L'histoire de la recherche scientifique dans notre pays date des années 1920, sous l'orientation des politiques coloniales.

Depuis lors, la recherche scientifique a connu beaucoup de changements. Toutefois, dans un contexte national de pauvreté généralisée où tout devient prioritaire, la recherche scientifique est restée une priorité théorique, loin des choix gouvernementaux de développement. Pourtant on sait que presque tout le progrès humain est issu de la recherche scientifique. C'est pourquoi, à l'inverse des gouvernements successifs de notre pays, nous considérons la recherche scientifique comme l'une des grandes conditions du développement de notre pays.

Notre objectif principal en ce domaine est de réduire l'écart entre la recherche, la politique et l'action gouvernementale ; tous ces acteurs devant contribuer à synthétiser les préoccupations des différents intervenants dans le développement de notre pays.

Pour cela, notre programme visera les trois objectifs fondamentaux ci-après :

- mise en place d'un mécanisme tripartite (Université, Société civile, Gouvernement) de concertation pour la définition des axes et thèmes de recherche qui tiennent compte des préoccupations des différents composants de la société nationale ;
- renforcement du mécanisme de promotion, de coordination et de suivi ;
- développement de la capacité de recherche et mise en place d'un système d'évaluation éthique de la recherche.

DEUXIEME PARTIE : ECONOMIE POUR UN DEVELOPPEMENT ENDOGENE DURABLE

Les questions de développement font partie des choix de hautes priorités des forces politiques progressistes comme le MLN-BF qui, dans leur volonté de changer la vie en changeant structurellement la société, rejettent le « passé statique » tout en refusant la « fuite vers le passé des autres ». Le développement a un contenu complexe qui va des besoins matériels, à la justice sociale, en passant par la dignité humaine, l'équité et la sécurité des personnes.

L'évolution récente des sociétés dans le monde a mis en avant la nécessité d'une stratégie globale de développement durable qui apporte des solutions aux besoins légitimes des populations, tout en préservant la capacité des générations futures.

La situation économique du Burkina Faso est caractérisée par une fracture sociale s'aggravant :

- 20% des burkinabé les plus riches contrôlent 47% des richesses du pays ;
- Le seuil de pauvreté a connu les évolutions ci-après :
 - 44,5% en 1994 et
 - 46,4% de burkinabé en 2003 vivent sous le seuil de pauvreté

La conséquence de cette situation de minorité (20%) contrôlant l'essentiel des richesses du pays face à la grande majorité (80%) de la population burkinabé s'enfonçant dans la misère est l'aggravation de la dépendance surtout alimentaire, conséquence d'une économie essentiellement rurale, mais où la production vivrière est souvent négligée au profit de cultures de rente qui lient le pays aux institutions étrangères.

Cette dépendance est encore renforcée par des conditions difficiles d'accès à la terre.

L'économie de notre pays évolue dans un sous-système du système néo-libéral auquel il est soumis par les conditionnalités des Institutions de Breton Wood. En effet, l'espace économique planétaire est verrouillé par les tenants de la mondialisation qui imposent des directives stéréotypées des P.A.S. Les priorités imposées aux Etats sont identiques :

- 1 compression des dépenses publiques ;
- 2 suppression du déficit budgétaire ;
- 3 réduction des budgets sociaux : santé, éducation, etc.;
- 4 privatisations systématiques accompagnées de licenciements massifs de travailleurs ;
- 5 vérité des prix, sans soutien ni subvention pour maintenir le pouvoir d'achat des citoyens.

2.1 - LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Notre projet intègre une politique **agricole, industrielle**, le commerce et l'artisanat, les infrastructures de transports et de communication, l'habitat et de l'urbanisme, l'énergie et des mines, le tourisme et hôtellerie, le développement des secteurs transversaux tels que l'eau, un environnement sain, l'hygiène et la santé et enfin l'assainissement des finances publiques et offrir à chaque burkinabé la possibilité d'accès au crédit.

L'agriculture et l'élevage représentent le front où se joue l'avenir de notre développement économique. Ce secteur contribue pour environ 35% du PIB, et surtout, il fait vivre 80 % de nos concitoyens. Par ailleurs l'élevage, pratiqué par 95% des agriculteurs / éleveurs, est une source de revenus importants, facilement mobilisables. C'est donc un secteur vital, moteur de notre économie : premier secteur de production, pourvoyeur de ressources alimentaires, de produits d'exportation et surtout d'emplois !

Nous devons **faire en sorte que ce secteur joue son rôle moteur**, pour l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire que nous préférons à l'expression de sécurité alimentaire, en jugulant les conflits internes par une politique d'équité dans l'accès aux ressources naturelles comme l'eau, la terre, les pâturages, les réserves forestières, etc., et en le modernisant.),

Industrielle volontaristes et le développement de tous les secteurs moteurs de croissance du Burkina Faso tel que le commerce et l'artisanat. Dans un contexte de l'économie mondialisée, je mettrai en place une véritable politique d'intelligence économique. Elle est indispensable pour optimiser les ressources financières et humaines d'une part, et pour accompagner nos entreprises dans la compétition sous régionale, régionale, continentale et internationale. Parce que l'OMC dont notre pays est membre proscrit le protectionnisme, je mettrai en place une politique d'incitation à la consommation des produits et productions nationaux ; en un mot, nous devons insuffler le patriotisme économique à nos compatriotes sur l'intérêt qu'ils ont à consommer les produits nationaux de qualité. La situation de la SN-CITEC à Bobo-Dioulasso, la SOSUCO à Banfora, où un stock de production ne trouve pas preneur est inacceptable. Il y va de la compétitivité de notre tissu industriel et de l'avenir de milliers de familles.

Les infrastructures de transports et de communication,

En dépit de son importance reconnue pour le développement d'un pays, le secteur des transports est peu performant, parce que mal structuré et mal géré. A cela s'ajoute un mauvais état du **réseau routier national** et de la communication ; ce qui limite sérieusement nos performances économiques.

L'habitat et de l'urbanisme

L'un des besoins essentiels de chaque burkinabé, c'est de se loger. En conséquence, l'une des tâches essentielles de notre équipe sera de procurer à chaque ménage un logement décent par la mise en œuvre d'un vaste programme d'habitat à loyers modérés : « une famille, un logement » ! Par ailleurs, il est évident que la ville attire, grossit en population et que la campagne se vide progressivement. Ce qui semble une évolution naturelle pose de sérieux problèmes dans nos pays.

Le **défi** à relever sera de contenir le phénomène, à défaut de pouvoir l'arrêter.

Notre action ne peut réussir que si elle s'appuie sur les structures chargées des lotissements, les organisations chargées de la viabilisation des espaces et les institutions spécialisées dans les prêts.

Le MLN-BF s'engage à :

1. changer les méthodes et systèmes utilisés actuellement dans les opérations de lotissement des parcelles à usage d'habitation ;
2. mettre en œuvre un plan national de lotissement de toutes les villes, les chefs-lieux des communes rurales et les grandes agglomérations rurales même lorsqu'elles n'entrent pas dans les deux catégories ci-dessus ;
3. inciter et soutenir la construction à grande échelle des habitats à loyers sociaux ;
4. accorder des facilités dans l'acquisition de matériaux de construction et des crédits pour le 1^{er} logement (banque de l'habitat) ;
5. construire un réseau de latrines publiques fonctionnel dans les villes, les chefs-lieux des communes rurales et les gros villages ;
6. veiller à l'entretien et au curage des caniveaux, au traitement adéquat des ordures ménagères et hospitalières ;
7. lutter effectivement contre la divagation des animaux, dans les centres urbains en toutes saisons et sur toute l'étendue du territoire national en saisons des pluies ;
8. assurer la sécurité physique des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national.

L'énergie et des mines

Les secteurs de l'énergie et des mines sont des secteurs clés du développement économique d'un pays.

C'est pourquoi **nos principaux objectifs** dans ces domaines seront de :

- mettre à contribution les richesses de notre sous-sol pour réduire le déficit de la balance commerciale ;
- procurer au plus grand nombre de l'énergie économiquement accessible ayant un impact faible sur la détérioration de l'environnement ;

Plus spécifiquement, nos actions au niveau de chacun des deux secteurs devront permettre leur réelle valorisation

Le **secteur de l'énergie** se caractérise par sa trop grande dépendance avec les économies extérieures, avec comme conséquence un coût beaucoup trop élevé pour le marché intérieur, avec un pouvoir d'achat en dégradation continue du plus grand nombre des burkinabés.

Dans le secteur de l'énergie, il s'agira de mener les **actions suivantes** :

1. renforcer les programmes de recherche, de vulgarisation et de promotion des énergies renouvelables et moins polluantes ;
2. organiser systématiquement et sur une grande échelle l'exploitation rationnelle du bois de chauffe (coupe du bois, feux de brousse) ;
3. encourager sous des formes diverses la promotion et l'usage des énergies renouvelables (biomasse, énergie solaire, éolienne ...etc.);
4. aménager progressivement tous les sites hydro-électriques existant sur le territoire national ;

5. étendre la couverture électrique à tous les chefs-lieux des communes rurales et progressivement à l'ensemble de la totalité des villages burkinabé.

Le tourisme et hôtellerie

Le secteur du tourisme et de l'hôtellerie est généralement tenu pour secondaire dans certains pays comme le nôtre. Cependant, il représente "la vitrine" des efforts faits dans les autres secteurs de développement. Dans notre pays, ce secteur est de plus en plus déterminant. Il doit donc devenir une véritable industrie de développement endogène.

Le MLN-BF **veut** faire du secteur un grand pôle de développement. C'est la raison pour laquelle nous nous **engageons à** :

1. organiser un recensement général des ressources touristiques existantes comme les monuments historiques, les espaces touristiques, les habitudes culturelles traditionnelles ;
2. mettre en œuvre un plan de développement des capacités institutionnelles, en ressources humaines, en infrastructures et équipements ;
3. encourager non seulement le tourisme extérieur qui fera connaître notre pays aux étrangers mais également le tourisme intérieur à la portée du burkinabé moyen désireux de découvrir son propre pays ;
4. instituer des journées nationales du tourisme et de l'hôtellerie ;

Le développement des secteurs transversaux tels que l'eau

L'eau est fondamentale pour la vie. Cependant, malgré certains progrès réalisés dans le secteur, les pouvoirs publics n'ont pas su apporter une réponse adéquate aux nombreux problèmes relatifs à la recherche / mobilisation, distribution, contrôle et préservation de la ressource dans des conditions d'accessibilité et d'utilisation efficace de l'eau au Burkina Faso. En effet, le problème de l'eau, problème de tous les pays de la planète y compris les plus développés, est aggravé au Burkina Faso par des aléas climatiques, les conflits d'intérêts entre agriculteurs / éleveurs d'une part et entre les citoyens, consommateurs ordinaires et les structures grands consommateurs d'eau d'autre part.),

Un environnement sain

La lutte contre la dégradation de l'environnement est une nécessité absolue qui interpelle tous les pays du monde. Le but est d'améliorer la qualité de notre vie, mais ceci implique que nous apprenions à changer nos habitudes de production et de consommation.)

La politique financière et le crédit

Les finances, à travers le budget de l'Etat, représentent le principal outil de développement économique de notre Programme de gouvernement.

Notre parti, dans le **projet de construction d'un Burkina social**, s'engage à assainir les finances publiques et à offrir à chaque burkinabé la possibilité d'accès au crédit.

L'hygiène et la santé peuvent être assurées par :

- la mise en œuvre d'un « Programme socio- sanitaire de promotion collective » où la prophylaxie sera prioritaire ;
- la production des produits génériques soutenue par un système mutualiste renforcé ;
- la mise en œuvre d'un institut spécialisé en pharmacopée à vocation sous régionale.

Les savoirs, les arts et l'artisanat peuvent être promus par :

- la formation dans le secteur de l'artisanat. Dans de nombreux pays africains, beaucoup de jeunes sans formation professionnelle s'essaient aux métiers de l'artisanat, surtout les femmes. Il faut donc les former et leur donner les moyens d'investir le secteur de l'artisanat surtout que le secteur contribue parfois pour 34% du PIB dans certains pays africains et son importance dans la lutte contre le chômage des jeunes et des femmes n'est plus à démontrer. Un fond devra être créé pour soutenir spécialement ceux qui investissent dans ce secteur à un taux de remboursement concessionnel.
- la dynamisation de l'artisanat (SIAO) soutenue par la consommation des produits africains et la promotion du tourisme. Conjointement, engager une politique de récupération des objets d'art (patrimoine identitaire africain) injustement soustraits à l'appropriation africaine.

TROISEME PARTIE : LA CAUSE DE LA FEMME ET DE L'ENFANT

La cause de la femme et de l'enfant à travers la formation et la problématique du genre occupe une place de choix dans nos valeurs : **il s'agit de désaliéner la femme burkinabé de toutes les charges physiques, sociologiques, morales et psychologiques qui l'écrasent aujourd'hui par une libération économique (crédit, propriété foncière) et juridique (code de la famille).**

Pour réussir dans cette tâche, nous avons retenu certains points qui nécessitent un engagement volontariste à savoir : réaliser l'égalité des genres et assurer un travail décent aux femmes afin d'améliorer leur condition.

L'égalité et le traitement égal, indépendamment du sexe et de l'âge, de l'orientation et de l'identité sexuelle, de la religion ou de l'origine ethnique ne sont pas seulement établis par la loi dans de nombreux pays, **ils sont également le fondement de nos valeurs socialistes.**

Ainsi, les désavantages et l'oppression en rapport avec le fait d'être une femme sont difficiles à surmonter et pour les saisir il faut observer les causes sous-jacentes des problèmes.

En effet, le genre est la somme des aspects sociaux, culturels et comportementaux attribués au sexe. Ces points de vue et ces comportements peuvent confiner les femmes dans un rôle secondaire.

La libération de la position d'impuissance et la lutte pour l'égalité des droits, la participation et les chances sont une tâche majeure pour la démocratie sociale. La lutte contre la discrimination croissante des femmes est au cœur de notre Mouvement et n'est pas limitée par des frontières territoriales, religieuses ou socio-culturelles.

Aussi envisageons-nous mettre l'accent sur :

- La formation quantitative (l'école pour toutes) et qualitative des femmes car l'éducation permet leur émancipation et contribue à leur assurer une autonomie économique et financière,
- Créer des conditions d'accès à l'emploi par des dispositions de « discrimination positive » dans les embauches, pratiquer la politique « à qualification égale, salaire égal »,
- Intensifier la lutte contre les excisions, les mariages précoces et les grossesses non désirées par une application rigoureuse de la loi et de sanctions exemplaires pour les contrevenants,
- Accentuer la lutte contre les violences conjugales et toutes formes de violences contre les femmes,
- Faciliter l'accès au crédit avec des taux bonifiés,
- Faciliter l'accès à la propriété foncière,
- Favoriser la participation des femmes à la gouvernance est de la plus haute importance,
- Encourager l'entrepreneuriat féminin,
- Règlementation du secteur informel qui est majoritairement animé par les femmes afin de leur assurer des conditions de travail décent et leur servir une couverture sociale,
- Créer des conditions de prise en charge des soins médicaux pendant la maternité afin de leur prodiguer des soins permettant de réduire les taux de mortalité infantile et maternelle.
- Possibilité d'octroi de congés de maternité plus longs avec maintien d'une allocation spéciale,
- Inciter et sensibiliser sur le partage des tâches ménagères dans le foyer pour assurer un meilleur épanouissement de la femme,
- L'enregistrement dès la naissance, l'état civil et la délivrance automatique de l'acte de naissance puis l'acquisition obligatoire dès l'âge requis des pièces nécessaires pour la vie active (carte d'identité, certificat de nationalité) cela permettra aux décideurs d'avoir des statistiques fiables et aux citoyennes et citoyens d'accéder plus facilement aux différents services

- Soutenir les politiques de protection de la maternité et celles qui visent à concilier vie professionnelle et vie familiale. Qu'il s'agisse de protection de la maternité ou d'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale, nous pourrions élaborer des politiques qui aient une portée beaucoup plus large et qui contribuent réellement à l'égalité entre hommes et femmes.
- Traiter sérieusement la question des soins de proximité ; d'une manière générale, il n'y a pas suffisamment de services et d'infrastructures qui reconnaissent, valorisent et soutiennent ce type de travail, qu'il soit ou non rémunéré (services aux personnes âgées).
- Faciliter l'entrée des femmes dans la vie active : de nombreuses femmes souhaitent entrer sur le marché du travail. Nous pourrions accorder davantage d'attention aux politiques actives du marché du travail et instaurer, sur les lieux de travail, une culture qui contribue à supprimer toute discrimination professionnelle, à accorder aux emplois à prédominance féminine la même importance qu'aux autres emplois et à créer des emplois de qualité tant pour les femmes que pour les hommes,
- Intervenir au plus tôt pour gommer les disparités entre les hommes et les femmes ; ces disparités commencent en effet dès l'enfance et s'accroissent tout au long de la vie. Il faut offrir aux filles et aux garçons, aux hommes et aux femmes, une éducation, une formation et des activités de perfectionnement de grande qualité, assorties de stratégies efficaces en faveur de l'emploi des jeunes.
- Rappeler que l'égalité pour les femmes au travail est avantageuse pour tout le monde. Il faut montrer aux hommes pourquoi ils doivent prendre part à ce débat et à la recherche de solutions.

Il est indispensable que les hommes soient associés aux stratégies de promotion de l'égalité entre hommes et femmes si l'on veut accélérer le changement – cette égalité est en effet l'affaire de tous et constitue un bienfait pour l'individu, la famille, l'entreprise et la société.

- Il est impératif de promouvoir des emplois décents pour les femmes, dès maintenant et pour la prochaine génération. S'intéresser à l'avenir du travail, c'est aussi nécessairement s'occuper de l'avenir des femmes dans le monde du travail.

Il s'agit pour le MLN-BF de lutter pour conquérir le pouvoir mais en même temps, il doit investir son énergie aussi bien dans la réflexion théorique que dans l'initiative concrète et enfin en tirant des leçons **de l'expérience progressiste** en Afrique et ailleurs, pour changer la vie au quotidien des femmes dans des domaines fondamentaux pour la majorité du peuple.

Cependant ne vous méprenez pas sur mes propos qui n'excluent pas l'autre moitié de l'humanité ni la volonté de transférer aux femmes ce qui revient normalement aux hommes car notre Projet de Société met au cœur de ses préoccupations les valeurs socialistes qui consistent à réaliser le plus possible le bien-être des Burkinabé et de faire en sorte qu'une plus grande égalité soit entre les hommes et les femmes et qu'ils apportent dans la vie leur connaissance, leur expérience tant aux hommes (grands ou petits) et qu'aux femmes

Si je suis élue à la présidence, les mesures que je prendrai seront :

- Examiner rapidement comment mettre en œuvre les conclusions de la Commission de Réconciliation Nationale et des Réformes afin de réconcilier les Burkinabè que la politique du régime Compaoré a dressés les uns contre les autres durant 27 ans. Il y a des rancœurs qu'il faut « vider » afin de repartir sur de nouvelles bases.
- Organiser un vrai forum de réconciliation nationale pour panser les blessures que les rapports du Collège des sages et celui de la commission de réconciliation et des réformes ont mis en évidence.
- J'ai placé ma candidature sous le signe de l'éthique, car même avec des moyens financiers considérables, tant que ceux qui sont aux affaires n'auront pas le sens de l'éthique, il n'y aura pas de développement. Toute mon équipe devra respecter cette éthique pour assurer la bonne gouvernance qui a tant manqué pendant 27 ans.
- Je veux réhabiliter le travail, l'effort et le mérite. Il n'est pas normal que le « croupion » de la classe, ou le « fainéant » du quartier, parce qu'il a des relations bien placées, roule carrosse et nargue ceux qui se battent comme de « beaux diables » pour joindre les deux bouts.
- Je suis une candidate socialiste qui revendique l'héritage du Pr Joseph Ki-Zerbo ; j'encourage l'initiative privée étant moi-même Expert-comptable dans le privé, parce qu'il faut d'abord créer les richesses avant de les répartir de façon équitable. Vous comprenez que je suis pour l'économie de marché, mais pas la société de marché parce que je considère que tout n'est pas commercialisable,
- Je créerai une banque agricole pour soutenir la production nationale parce que nous consacrons beaucoup d'argent à importer des céréales et je prendrai les dispositions afin de faciliter l'accès à la propriété foncière des femmes.
- Créer une banque dédiée au financement de l'agriculture et de l'agro-business.
- Je créerai un département dédié à l'intelligence économique parce qu'il faut accompagner nos entreprises dans la compétition régionale, africaine et mondiale et aussi les pouvoirs locaux afin qu'ils gèrent mieux leurs ressources. Sur ce point, je sais compter sur l'apport de nos compatriotes vivant à l'étranger et qui n'attendent qu'on les sollicite intelligemment.
- Former un gouvernement resserré, avec des ministres compétents, intègres et irréprochables en respectant le quota Genre ; pas plus de 25 ministres.
- Donner les moyens à la justice pour juger les crimes politiques et économiques.

- Lancer une réforme fiscale, traquer la fraude douanière afin de donner à l'Etat les moyens financiers conséquents.
- Dans l'éducation, augmenter considérablement le nombre d'établissements de formation technique et professionnelle. Créer dans chaque région un lycée agricole.
- Mettre en place une politique industrielle des deux roues par la création de centre de formation aux métiers mécaniques et de montage des engins à deux roues.
- Achever la mise en place de la couverture sociale au profit des plus vulnérables.
- Mettre en place un vraie politique numérique dans l'administration.
- Créer un Secrétariat d'Etat chargé des Burkinabè de l'étranger.

Mes priorités seront les suivantes

1) Sur la base des recommandations du Collège des sages et de celles de la Commission de réconciliation et des réformes, je mettrai en place une vraie politique de réconciliation nationale. Les Burkinabè doivent se réconcilier avec leur passé, se réconcilier avec eux-mêmes afin d'envisager un avenir commun débarrassé des haines et des rancœurs. Une commission Vérité, Justice et réconciliation sera créée et chargée d'étudier les modalités de cette réconciliation

2) Formation

Il n'est pas normal que le Burkina qui est un pays agricole ne dispose pas assez de lycées agricoles. Je créerai un lycée agricole dans les 13 régions du Burkina, le contenu de chaque lycée devant bien entendu tenir compte des spécificités de chaque région.

Nos jeunes doivent pouvoir se former aux métiers de l'agriculture, un secteur qui constitue un vrai gisement d'emplois, mais qui souffre peut-être d'une mauvaise image. Etre agriculteur, c'est exercer un métier comme un médecin ou enseignant et on peut y gagner correctement sa vie.

En matière de formation, je multiplierai les lycées et centres de formation aux métiers du bâtiment. Autant nos artisans s'en sortent dans le gros œuvre, autant nous manquons cruellement de plombiers, électriciens, carreleurs, etc. qualifiés. Des jeunes bien formés à ces métiers, ce sont des milliers de postes qui peuvent être occupés, sans compter ceux qui pourraient créer leur propre entreprise.

Sur la bourse nationale, je serai stricte sur le respect des critères d'attribution, à savoir le mérite et les critères sociaux. Pratiquement tous ceux qui dirigent notre pays depuis des

décennies ont pu effectuer des études grâce à la bourse nationale, mais fort paradoxalement, ils ont perverti le système en l'attribuant aux élèves pas forcément méritants et dont les parents ont les moyens de prendre en charge leurs frais d'études.

Ils ont créé la caste des privilégiés. Ce n'est pas normal. Je rétablirai la méritocratie. Il faut en finir avec ces pratiques de passe-droits qui sont devenues la règle.

Je mettrai fin à cette injustice sociale qui a privé des milliers d'élèves et d'étudiants brillants de poursuivre des études et d'apporter des compétences à notre pays.

3) Sécurité routière

Par an, les accidents de la route tuent environ 500 personnes, et selon le Conseil national de sécurité routière, 80% de ces accidents routiers sont le fait de l'homme.

Bien entendu, il faut renforcer la surveillance de la circulation par les forces de police et de gendarmerie ; être impitoyable avec les délinquants routiers qui mettent la vie des autres en danger, mais parallèlement à la répression, je mettrai l'accent sur la sensibilisation. J'introduirai l'apprentissage du code de la route dans les programmes scolaires dès l'école primaire, à partir de la classe de CE1.

Les élèves seront notés et la note comptera pour la moyenne générale. Ainsi, ils seront déjà sensibilisés au respect du code de la route et intégreront plus tôt les règles de la circulation routière, car c'est un fait que beaucoup d'usagers de la route méconnaissent les règles élémentaires de la circulation routière.

Je relancerai la diffusion des spots publicitaires dans les médias produits par l'Office national de sécurité routière (Onaser) et destinés à sensibiliser le public sur les conséquences des mauvaises pratiques en matière de circulation routière. Pourquoi ne pas diffuser ces spots dans les mosquées, les églises et les temples au début de chaque prière ? Les fidèles doivent pouvoir se rendre dans leurs lieux de prière en toute sécurité, sans être une menace pour les autres.

4) M'attaquer au problème de l'Université et de la formation. J'ai mal au cœur quand je regarde ce qui se passe à l'université de Ouagadougou.

Dans certaines filières, on ne sait pas quand commence la rentrée et quand elle se termine. Vous savez, à cause du dérèglement climatique, ici au Burkina, on ne sait plus quand commence la saison des pluies et quand elle s'arrête. Eh bien, à l'université, c'est pareil ; le calendrier est pour ainsi dire agricole, comme me le disait avec humour un ami, c'est à dire aléatoire. Il faut mettre fin à cette catastrophe. Des états généraux de l'université permettront de faire un état des lieux des causes de cette situation afin d'y apporter les solutions.

Contre le chômage je vais mettre en place une politique de formation des jeunes aux métiers du futur, notamment dans les nouvelles technologies où il y a un énorme potentiel de création d'emplois. Il faut aussi encourager l'entrepreneuriat et qu'on cesse de voir le créateur d'entreprise comme celui qui a échoué à trouver un emploi public. Il faut créer des lycées de formation professionnelle agricole parce que c'est la vocation de notre pays.

Il ne saurait y avoir de bonne gouvernance si ceux qui sont aux affaires ne sont pas vertueux et n'incarnent pas au quotidien les valeurs de justice et de solidarité.

Dans l'exercice du pouvoir que me conféreront les textes fondamentaux, je veillerai à la transparence, à l'équité et à la cohérence des actions au service du peuple que je tiendrai informé à temps régulier des grandes décisions qui concernent la nation sans empiéter sur les domaines dévolus au chef du gouvernement.

Pour ce qui me concerne, moi Françoise Toé, je proclame sincèrement et authentiquement ma foi en l'avenir du Burkina Faso que, cependant, seuls, peuvent honorer les femmes et les hommes qui reconnaissent que notre peuple ne mérite pas ce qui lui a été servi jusque-là, par la classe politique, et qui entendent relever le défi en mettant en place sans complaisance, une équipe de vrais bâtisseurs acquis à la cause de ce peuple qui est à la recherche d'un guide et alors d'un vrai guide!

"Exigez l'intégrité ! Osez Toé"

Vive le MLN-BF le Mouvement de l'espoir

Vive le Burkina Faso

NA AN LAARA, AN SAARA

Françoise Toé

Candidate à l'élection présidentielle